

Ouïghours : un génocide culturel en marche

Dilmurat Mahmut

Number 809, July–August 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/93482ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mahmut, D. (2020). Ouïghours : un génocide culturel en marche. *Relations*, (809), 31–33.



OUÏGHOURS : UN GÉNOCIDE CULTUREL EN MARCHÉ

La réalité abjecte des camps où sont détenus des millions d'Ouïghours et autres musulmans turcophones dans le Xinjiang, en Chine, ne peut plus être niée. Elle révèle un processus de génocide culturel qui doit cesser.

Dilmurat Mahmut*

L'auteur est candidat au doctorat au Département d'études intégrées en éducation de l'Université McGill, à Montréal, et vice-président de Soutien international pour les Ouïghours

A lors que le monde est en pleine pandémie du coronavirus originaire de Wuhan, en Chine, entre 1 et 3 millions d'Ouïghours et d'autres musulmans turcophones sont détenus contre leur volonté dans des camps de « rééducation » politique, comme les appellent les autorités chinoises. Les conditions y sont misérables et les abus et la torture y sont la norme. En novembre 2019, George Friedman, prévisionniste géopolitique de renommée internationale et stratège en affaires internationales, a estimé qu'un Ouïghour sur dix était détenu dans des camps de « rééducation ». Depuis leur création au début de 2017, ces camps ont été ouverts dans de nombreuses régions du Xinjiang (aussi appelé Turkestan oriental) pour « rééduquer » de force les Ouïghours et autres musulmans turciques, au nom de la lutte contre l'extrémisme. On estime qu'en novembre dernier, le nombre de ces camps dépassait déjà le millier¹.

Longtemps, le gouvernement chinois a fermement nié l'existence de ces camps. Toutefois, en août 2018, sous une pression internationale croissante, il a admis leur existence, affirmant qu'il s'agissait de « centres de formation professionnelle » pour les personnes ayant commis des délits mineurs ou qui étaient sur le point de devenir des criminels ou des terroristes, et disant les utiliser pour combattre les idéologies extrémistes tout en offrant aux personnes des compétences professionnelles. En mars 2019, en réponse aux interrogations internationales croissantes sur la légitimité de ces camps, le gouvernement chinois a publié un livre blanc intitulé *La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme et la protection des droits de la personne au Xinjiang*, où on peut lire ceci : « la déradicalisation fondée sur la loi a été lancée au Xinjiang, ce qui a effectivement freiné la formation et la propagation de l'extrémisme religieux » (p.14).

Qui sont les Ouïghours ?

Dans un pays où les Chinois Han sont majoritaires et représentent 91 % de la population totale, les Ouïghours sont l'un des 55 groupes ethniques minoritaires officiellement reconnus. Ils forment une population de plus de 10 millions d'habitants, ce qui représente moins de 1 % de la population chinoise totale, et sont concentrés dans une région qui



occupe pourtant un sixième du territoire. Ils vivent principalement dans le Xinjiang, la région frontalière du nord-ouest, considérée comme le centre du carrefour eurasiatique. Pour les Ouïghours, il s'agit d'une région autonome ouïghoure occupée par l'État chinois. Annexée à la Chine proprement dite sous l'Empire mandchou, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, cette région est devenue la province du Xinjiang (nouveau dominion de la Chine) en 1884. À deux reprises par la suite elle a pu recouvrer son indépendance – dans les années 1930 et 1940 – avant d'être à nouveau occupée.

Cette région occupe une position stratégique et abrite les ressources pétrolières et gazières les plus abondantes du pays, soit plus de 20 % du gaz naturel, du charbon et d'autres ressources fossiles. En 2019, le ministère chinois des Ressources naturelles a même estimé que le bassin du Tarim, dans le Xinjiang, contenait 60 % des réserves potentielles de gaz du pays. C'est dire l'importance de la région pour la réalisation des plans stratégiques chinois en matière d'énergie, dont l'initiative de la nouvelle route de la soie (« One Belt, One Road ») et celle liée à la technologie 5G.

Par ailleurs, selon le Center for Strategic and International Studies, basé à Washington, 84 % du coton chinois, soit environ 22 % des approvisionnements mondiaux, provenait du Xinjiang en 2018. Les grandes marques américaines et européennes en profitent, telles Nike, Tommy Hilfiger ou



Manifestation de Ouïghours lors de l'examen périodique universel de la Chine par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à Genève, 6 novembre 2018. Photo: CP/EPA Salvatore Di Nolfi

encore Zara. Selon l'Australian Strategic Policy Institute, depuis 2017, plus de 80 000 Ouïghours ont été exploités comme travailleurs forcés dans les usines liées à 83 marques internationales incluant Apple, Amazon et Bombardier.

La « guerre contre le terrorisme » instrumentalisée

Les Ouïghours, ethniquement d'origine turque, adhèrent depuis le X^e siècle à la branche sunnite de l'islam, y mêlant leurs traditions locales et leurs cosmovisions traditionnelles. Cette réalité culturelle et religieuse représente une dimension constitutive de l'identité collective ouïghoure. Depuis 1949, les politiques du gouvernement chinois à l'égard de la foi et des pratiques islamiques dans le Xinjiang ont alterné entre « l'intolérance radicale », en particulier dans les années 1960 et 1970, et la « tolérance contrôlée », avec une ouverture relative à partir du début des années 1980. Cependant, juste après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, à New York, un changement s'est produit. Pour la première fois, l'État chinois a officiellement revendiqué l'existence d'une menace terroriste ouïghoure en Chine, qualifiant de terrorisme des conflits ethniques qui existaient pourtant depuis longtemps déjà. Dès lors, le gouvernement a commencé à utiliser commodément la rhétorique mondiale de la « guerre contre le terrorisme » pour réprimer les Ouïghours et interdire l'enseignement et la pratique de l'islam.

En 2015, le gouvernement chinois a adopté une loi anti-terroriste qui a effectivement criminalisé « toute expression ouïghoure de dissidence ou de religiosité ainsi que de nombreuses traditions culturelles ouïghoures comme signes de terrorisme ou d'extrémisme² ». S'est ensuivi la démolition de centaines de mosquées au Xinjiang depuis le début de

2017, moment où le secrétaire régional du Parti communiste chinois (PCC), Chen Quanguo (qui a été transféré de la région autonome du Tibet au Xinjiang en août 2016), a commencé un programme intensif de « sécurisation » visant la foi islamique des Ouïghours. En mars de cette même année, le règlement sur la « désextrémisation » a été adopté, restreignant davantage les droits religieux, tout en mettant explicitement l'accent sur le fait de « rendre la religion plus chinoise et plus conforme à la loi, et de guider activement les religions pour qu'elles deviennent compatibles avec la société socialiste » (article 4).

Plus de 80 000 Ouïghours ont été exploités comme travailleurs forcés dans les usines liées à 83 marques internationales.

Les médias d'État chinois ont renforcé intentionnellement le lien imaginaire entre la foi islamique et la violence politique dans le contexte du Xinjiang et au-delà. Par exemple, le tabloïd nationaliste d'État *Global Times* a déclaré que sous la direction actuelle du PCC, le Xinjiang « a évité le destin de devenir la "Syrie de la Chine" ou la "Libye de la Chine"³ ».

Qui est envoyé dans les camps ?

Dans sa plus récente étude publiée en 2019, la spécialiste de la culture ouïghoure Joanne Smith Finley a dressé la liste des raisons pour lesquelles une personne est envoyée dans un camp⁴. La liste comprend le fait de voyager ou d'étudier dans un pays étranger dit sensible, ou simplement d'avoir un parent qui a voyagé dans un tel pays, de porter des symboles



religieux, de prier régulièrement, de jeûner pendant le ramadan, de faire le pèlerinage à la Mecque, de prêcher l'islam ou de permettre à d'autres de le faire, d'enseigner l'islam aux enfants et de leur donner des noms d'origine islamique, d'assister aux prières du vendredi en dehors de son propre village, de posséder et/ou de diffuser des contenus numériques sensibles tels que des messages contenant un langage religieux, et de posséder des images de femmes portant des symboles religieux et priant. Dans un article⁵ datant de 2018, le chercheur Tanner Greer incluait le fait de dire aux autres de ne pas pécher et de ne pas jurer, de porter une chemise avec des lettres arabes et même de parler ouïghour dans les institutions publiques. La plus récente fuite de documents officiels concernant les camps – la liste Karakax, révélée en février dernier par le *New York Times* – a encore prouvé cette réalité, cette fois à partir de documents étatiques.

De multiples sources et récits révèlent également que l'islam en tant que tel a été décrété comme étant la cause première de l'extrémisme violent. Aucune distinction n'est faite par l'État chinois entre les idéologies politiques du *djihad* et les modes de vie islamiques dominants. Les détenus sont contraints de renoncer à leur identité islamique et sont même obligés de boire de l'alcool et de manger du porc, des comportements largement proscrits par les principales interprétations sunnites du Coran. Comme l'ont rapporté certains témoins oculaires, les abus, les punitions et la torture sont des pratiques quotidiennes dans ces camps.

Les enfants laissés pour compte

Le sort des enfants dont les parents sont envoyés dans les camps est particulièrement horrible. Ces enfants sont arbitrairement placés dans des jardins d'enfants/orphelinats publics ou des «internats» obligatoires où ils doivent vivre séparés de leur famille et de leur communauté. Selon Human Rights Watch, ces lieux ressemblent à des prisons encerclées de barbelés; il est impossible d'y accéder, pas même la fin de semaine. Les enfants y sont obligés d'apprendre le chinois mandarin, l'enseignement de la langue ouïghoure étant totalement interdit. De plus, on les empêche strictement de pratiquer leur religion. Le sinologue Adrian Zenz qualifie cet effort de «campagne systématique de réingénierie sociale et de génocide culturel⁶». Selon certaines estimations, environ un demi-million d'enfants sont actuellement endoctrinés de force dans ces lieux.

Tous ces établissements rappellent les pensionnats du Canada qui étaient autrefois réservés aux peuples autochtones. Après des décennies, le gouvernement canadien a finalement été forcé de présenter ses excuses pour les dommages et les traumatismes subis par ces populations en raison de ce système visant leur assimilation. En Chine, l'objectif premier de l'État chinois est aussi de dépouiller les enfants de leur identité et de leur culture.

Comme l'affirme le chercheur universitaire Rian Thum, expert en histoire ouïghoure, la «rééducation» des Ouïghours est, de fait, un programme politique. Le PCC le juge essentiel parce qu'il considère l'islam comme une menace pour le maintien de sa domination sur la Chine. Selon Marie

Lamensch, coordonnatrice de l'Institut montréalais d'étude sur le génocide et les droits de la personne, l'initiative des camps de «rééducation» correspond à la définition de «génocide culturel», elle vise à siniser et à soumettre politiquement tous les Ouïghours et les autres minorités musulmanes turcophones.

Aucune distinction n'est faite par l'État chinois entre les idéologies politiques du *djihad* et les modes de vie islamiques dominants. Les détenus sont contraints de renoncer à leur identité islamique.

La pandémie de coronavirus ne met pas fin à ce sinistre projet. Depuis des mois, les autorités chinoises s'efforcent encore plus de dissimuler toute information sur les camps, tout en déplaçant des milliers d'Ouïghours dans des usines situées dans différentes régions de Chine, pour les soumettre au travail forcé. Le PCC a déclaré sa victoire sur le coronavirus à un moment où il était encore trop tôt pour pousser les gens à reprendre le travail, en particulier dans des ateliers clandestins surpeuplés. La communauté internationale ne doit plus garder le silence. En juillet 2019, les ambassadeurs des Nations unies de 22 pays, dont l'Australie, le Canada, la France et le Royaume-Uni, ont signé une lettre condamnant la détention massive des Ouïghours et d'autres groupes minoritaires par la Chine. À l'opposé, toutefois, 37 pays tels que l'Algérie, le Congo, l'Arabie saoudite, la Russie et le Pakistan ont signé une réplique soutenant la politique de la Chine au Xinjiang, préférant ignorer la question ouïghoure sous la pression du PCC. Souhaitons que la pandémie, qui a des conséquences catastrophiques en raison de la dissimulation initiale voulue par le PCC et de la désinformation, devienne un signal d'alarme. Plus que jamais, les exactions commises contre une minorité nationale et la tentative de la faire disparaître interpellent l'humanité tout entière. 🌐

* Traduit de l'anglais par Anne et Robert McBryde, avec Hélène Charpentier.

1. «Expert Estimates China Has More Than 1,000 Internment Camps For Xinjiang Uyghurs», Radio Free Asia, 12 novembre 2019.

2. Sean R. Roberts, «The biopolitics of China's "war on terror" and the exclusion of the Uyghurs», *Critical Asian Studies*, vol. 50, 2018, p. 246.

3. James Griffiths et Ben Westcott, «China says claims 1 million Uyghurs put in camps "completely untrue"», CNN, 12 août 2018.

4. J. Smith Finley, «Securitization, insecurity and conflict in contemporary Xinjiang: has PRC counter-terrorism evolved into state terror?», *Central Asian Survey*, vol. 38, 2019.

5. T. Greer, «48 Ways to Get Sent to a Chinese Concentration Camp», *Foreign Policy*, 13 septembre 2018.

6. Adam Withnall, «"Cultural genocide": China separating thousands of Muslim children from parents for "thought education"», *The Independent*, 5 juillet 2019.